

|  |
| --- |
| Note d’information du HCP sur la situation économique nationale  Deuxième Trimestre 2021   L’arrêté des comptes nationaux fait ressortir une croissance de l’économie nationale à 15,2% au deuxième trimestre 2021, au lieu d’une forte baisse de 14,2% durant le même trimestre de l’année précédente. Ce rebond est le résultat d’une forte hausse de 18,6% de l’activité agricole et de 14,8% des activités non agricoles.Tirée par la demande intérieure, cette croissance a été réalisée dans le contexte d’une inflation maitrisée et d’une aggravation du besoin de financement de l’économie nationale. **Rebond de l’économie nationale**  La **valeur ajoutée en volume du secteur primaire,** après correction des variations saisonnières**,** a augmenté de 21,8% au cours du deuxième trimestre de l’année 2021 au lieu d’une baisse de 6,1% réalisée durant la même période en 2020. Cette évolution est due à la hausse de l’activité de l’agriculture de 18,6% au lieu d’une baisse de 7,6% une année auparavant et de celle de la pêche de 57,9% au lieu de 10,5%.  **La valeur ajoutée du secteur secondaire** a connu une augmentation de 19,5% après un recul de 15,6% durant le deuxième trimestre de l’année précédente. Ce rebond a été le résultat de la baisse de la valeur ajoutée de l’industrie d’extraction de 1,1% au lieu d’une hausse de 7,8%, conjugué à une hausse de celle des activités **:**   * des industries de transformation, avec 22,8% au lieu d’une baisse de 20,8% ; * du bâtiment et travaux publics, avec 21,9% au lieu d’une baisse de 12,4% ; * de l’électricité et eau, avec 15,5% au lieu d’une baisse de 11,5%.   **La valeur ajoutée du secteur tertiaire,** de son côté, **a affiché** une hausse de 11,6% après avoir baissé de 14,6% le même trimestre de l’année 2020. Elle a été marquée par la hausse des activités :   * des hôtels et restaurants, avec 82,1% au lieu d’une forte baisse de 90,6% ; * des transports, avec 42,5% au lieu d’une forte baisse de 60,4%; * du commerce, avec 30,2% au lieu d’une baisse de 25,5% ; * des services rendus aux ménages et aux entreprises, avec 16,8% au lieu d’une baisse de 8,5% ; * des services financiers et assurances, avec 0,2% au lieu d’une baisse de 0,1% ;   et par le ralentissement de celles :   * des services rendus par l’Administration publique générale et la sécurité sociale à 2,9% au lieu de 4%; * des services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale à 1,9% au lieu de 2,7%.   Dans ces conditions, et tenant compte de la hausse de 14,5% des impôts sur les produits nets des subventions, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** a enregistré un rebond de 15,2% durant le deuxième trimestre 2021 au lieu d’une récession de 14,2% une année auparavant.  Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 16,8% durant le deuxième trimestre 2021. De ce fait, la hausse du niveau général des prix a été de 1,6% au lieu d’une baisse de 0,4% une année passée.  **Demande intérieure en augmentation**  La demande intérieure a progressé de 16,7% au deuxième trimestre 2021 au lieu d’une baisse de 12,7% la même période de l’année 2020, contribuant ainsi pour 18,2 points à la croissance économique nationale au lieu d’une contribution négative de 13,8 points.  Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 15,2% au lieu d’une baisse de 16,8%, contribuant pour 8,5 points à la croissance au lieu d’une contribution négative de 9,8 points. De même, la consommation finale des administrations publiques a affiché une augmentation de 4,8% au lieu de 3%, avec une contribution à la croissance de 1,1 point au lieu de 0,6 point.  De son côté, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a enregistré une hausse de 28,9% au lieu d’une forte baisse de 15,1%, avec une contribution à la croissance de 8,6 points au lieu d’une contribution négative de 4,7 points, durant le même trimestre de l’année précédente.  Une contribution négative des échanges extérieurs  Les exportations ont affiché une hausse de 25,6% durant le deuxième trimestre 2021 au lieu d’une baisse de 32,3%, avec une contribution à la croissance de 7,7 points au lieu d’une contribution négative de 12,7 points. De leur côté, les importations de biens et services ont augmenté de 27,2% au lieu d’une baisse de 25,7%, avec une contribution à la croissance négative de 10,7 points au lieu d’une contribution positive de 12,4 points une année passée.  Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont continué à dégager une contribution négative à la croissance, se situant à 3 points au lieu de 0,4 point le même trimestre de l’année précédente.  Aggravation du besoin de financement de l’économie  Aux prix courants, avec la hausse du PIB de 16,8% au lieu d’une baisse de 14,6% et l’augmentation des revenus nets reçus du reste du monde de 44,9% au lieu de 22,9%, le revenu national brut disponible a connu une progression de 17,2% au lieu d’une baisse de 12,2% durant le deuxième trimestre de l’année 2020.  Compte tenu de la hausse de 13,3% de la consommation finale nationale en valeur au lieu d’une baisse de 10,8% enregistrée une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 30,5% du PIB au lieu de 27,7%.  L’investissement brut a atteint 33,4% du PIB au lieu de 29% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale a connu ainsi une hausse, passant de 1,3% du PIB à 2,9%.  **En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2021 :** |

